



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 3 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SANTRAC

ZI La Sablonnière
BP 40008
49220 Le Lion-D'angers

Références : 2024-368_INSP_RAP_AS_SANTRAC Chambellay
Code AIOT : 0006300201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement SANTRAC implanté LA TERRINIERE 49220 Chambellay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANTRAC
- LA TERRINIERE 49220 Chambellay
- Code AIOT : 0006300201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Petite sablière (zone d'exploitation actuelle de 6500 m²) implantée à proximité de la Mayenne

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prescriptions sécheresse AP site	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III	Demande d'action corrective	1 mois
4	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 2.4.7, 2.4.8, 3.2.4, 3.2.5, 3.3.3, 3.5.4 et 4.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Réductions des consommations d'eau prévues par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. I et III	Sans objet
5	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. IV	Sans objet
7	Documentation	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4. I à III	Sans objet
8	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/02/2013, article 1.2	Sans objet
10	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2, 3 et 4	Sans objet
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 3.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet principal de la visite portait sur la demande la cessation partielle d'activité en cours d'instruction, sur la prolongation d'une année de l'autorisation d'exploiter dans l'attente de la modification du PLU engagée par la collectivité afin de permettre le renouvellement et l'extension de son exploitation ainsi que la thématique " Sécheresse " afin d'anticiper la gestion des éventuelles restrictions à venir sur le bassin de la Mayenne.

Pour les autres aspects examinés, le suivi environnemental est conduit en application des dispositions du règlement du site même si certains aspects restent perfectibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Champ d'application
Prescription contrôlée – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<p>Constats – Cette sablière relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (carrière) et du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2515 (traitements de matériaux inertes) et 2517 (stockages de matériaux inertes) de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitation actuelle présente la particularité d'être scindée en 3 parties géographiquement distinctes et isolées les unes des autres avec les traitements et les stockages de matériaux, la zone d'extraction actuelle et un secteur en cours de réaménagement. Les matériaux extraits sont rapatriés bruts vers la zone de traitements.</p> <p>Cette dernière est la seule à disposer d'utilités (alimentation électrique et eau potable, circuit de lavage des matériaux, atelier de maintenance et plate-forme de distribution de carburant). Aucune installation ni équipement, hormis les engins de chantier, n'est présent sur les parcelles en cours d'exploitation.</p> <p>Exception faite des eaux sanitaires prélevées sur le réseau d'adduction pour la consommation des 2 salariés, l'unité de traitements des matériaux fonctionne en circuit fermé avec le plan d'eau attenant créé par des extractions antérieures. A noter que cette réserve est uniquement alimentée</p>

par les eaux météoriques (à dire d'exploitant) et qu'elle est également utilisée par un agriculteur voisin pour l'arrosage de ses cultures.

Aucun autre apport n'est identifié (forage, prélèvement d'eau superficielle).

Voir demande formulée au point de contrôle n° 4 ci-après concernant la détermination du volume de référence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions sécheresse AP site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions sécheresse

Prescription contrôlée – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.

Constats – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées à des périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à la carrière en raison des textes cités ou de sa situation particulière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réductions des consommations d'eau prévues par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. I et III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

Prescription contrôlée – I. – Les installations classées mentionnées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...] III. – Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard **trois jours** après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats – L'arrêté préfectoral DDT-SEEB-PPE-Etiage-49 n° 2024-09 du 07/10/2024, qui abroge l'arrêté précédent DDT-SEEB-PPE-Etiage-49 n° 2024-08 du 01/10/2024, confirme l'absence de toute restriction limitant les usages de l'eau en raison d'un épisode de « sécheresse » dans le secteur d'implantation de la carrière.

La consommation d'eau est liée aux lavages des matériaux extraits, aux effets d'entraînement par les sables exportés et les roues des camions quittant la carrière, aux rabattements des poussières et par l'évaporation du plan d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des réductions imposées – Volume de référence

Prescription contrôlée – Le volume de référence, auquel les réductions prévues au point de contrôle n° 3 sont appliquées, est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume doit être justifié s'il dépasse la valeur forfaitaire de 5 %.

Constats – Les zones d'extractions successives étaient généralement des parcelles agricoles de taille modeste, réaménagées à l'avancement et restituées à leur propriétaire à la suite d'une démarche de cessation partielle d'activités (comme c'est le cas pour les parcelles B 800 et B 801, actuellement à l'instruction).

Les extractions sont réalisées à sec (constats pour la parcelle actuelle B 433) et ne sont pas consommatrices d'eau. Seule l'unité de traitements des matériaux (crible, laveur) est utilisatrice d'eaux prélevées et restituées, après décantation des fines argileuses qu'elles contiennent, dans la même masse d'eau, désormais extérieure au périmètre autorisé de la carrière.

Le prélèvement dans l'étang équipé d'un compteur. Le sable lavé est mis en dépôt et l'eau et les impuretés sont renvoyées dans le plan d'eau après un parcours dans des canaux qui favorisent la décantation naturelle des fines argileuses.

Dans la zone de stockage des matériaux, les pistes sont équipées d'arroseurs pour le rabattement des poussières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de définir son volume de référence en fonction des critères de l'arrêté ministériel référencé. Son calcul doit tenir compte des volumes d'eau à déduire, dont les eaux pluviales et les consommations liées à la protection des intérêts environnementaux, a minima 5 %, ainsi que des restitutions effectives à la masse d'eau.

À l'issue de cette analyse, il est attendu que l'exploitant se positionne quant à sa soumission éventuelle à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2

Prescription contrôlée – Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé.

2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.

Constats – L'exploitant considère ne pas relever de l'un ces régimes d'exemption, ce qui n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. IV

Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire

Prescription contrôlée – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28/04/2014 (GIDAF) relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats – Cette obligation a été rappelée au cours de l'inspection. Elle sera à mettre en œuvre en cas de déclenchement d'épisode de sécheresse si l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel

référéncé (selon la réponse apportée au point de contrôle n° 4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Documentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I à III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Documents à tenir à disposition de l'inspection

Prescription contrôlée – I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 01/01/2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 01/01/2018.

II. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1^{er}.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

Constats – Ces obligations ont été rappelées au cours de l'inspection. Elles s'appliquent à l'établissement s'il est soumis à l'arrêté ministériel référencé (selon la réponse apportée au point de contrôle n° 4).

Dans le cas contraire, l'inspection des installations classées considère que le maintien des documents et informations listés, généralement établies pour justifier si la carrière relève de l'arrêté ministériel visé, est de nature à faciliter le suivi de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 14/02/2013, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Demande de renouvellement et d'extension
Prescription contrôlée – Demande en cours et projets de modifications des conditions d'exploitation.
<p>Constats – Le règlement référencé du site est complété par un arrêté complémentaire du 18/06/2024 qui prolonge d'1 an la durée d'autorisation d'exploiter la carrière, accordé pour achever les extractions et le réaménagement de la fosse en cours exploitation (parcelle B 433, environ 6 500 m²) et préparer la demande d'extension dont la mise en comptabilité du PLU doit être engagée (parcelles B 293 et B 294).</p> <p>La situation actuelle laisse apparaître que la procédure de modification du PLU, visant à rendre les parcelles précitées compatibles avec une exploitation d'une carrière, n'est pas aboutie bien que la collectivité se soit positionnée en faveur de cette évolution, ce qui amène l'exploitant à solliciter un nouveau prolongement de son autorisation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a engagé la cessation partielle d'activités pour 2 parcelles réaménagées (parcelles B 800 et B 801) pour lesquelles la demande a été adressée au préfet avec les ATTES-SECUR, TRAVAUX et MÉMOIRE.</p> <p>La prise en compte de ces modifications non substantielles doit être actée par arrêté complémentaire.</p> <p>Sur l'aspect technique, des essais de perméabilité des fines argileuses issues du lavage des sables, réalisés par la société SEDA, exploitante d'installations de stockages de déchets non dangereux et dangereux (ISDND et d'ISDD), rendent compte d'un coefficient de perméabilité de 10⁻¹¹ m/s compatibles avec la réalisation des barrières passives des décharges. Ces matériaux, actuellement éliminés lors du réaménagement des fosses d'extractions, pourraient être repris par la SEDA, pour réaliser les aménagements d'alvéoles de stockages des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, articles 2.4.7, 2.4.8, 3.2.4, 3.2.5, 3.3.3, 3.5.4 et 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'établissement
<p>Prescription contrôlée – Plan – art. 2.4.7 – Mise à jour annuelle</p> <p>Enquête annuelle – Art. 2.4.8 - Annuelle</p> <p>Eaux superficielles – art. 3.2.4 – Mesures annuelles</p> <p>Eaux souterraines – Art. 3.2.5 – Mesures annuelles</p> <p>Retombées de poussières – Art. 3.3.3 – Mesures tous les 2 ans</p> <p>Niveaux sonores – Art. 3.5.4 – Mesures annuelles</p> <p>CLCS – Art. 4.1.1 – Informations annuelles des riverains</p>
<p>Constats – Au cours de la visite, l'exploitant a transmis un plan d'exploitation à jour (conforme).</p> <p>Une vérification de la base de données GEREPA a montré qu'il déclare régulièrement ses émissions et ses transferts de polluants et ses déchets (GEREP) conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 (base consultée).</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté le suivi annuel des eaux de process en sortie du bassin de décantation comme prescrit par l'article 3.2.4 de son arrêté.</p> <p>Il a fait procéder à des analyses périodiques des eaux des 2 puits les plus proches de la carrière, situés aux lieux-dits « Le Petit Charray » et « La Petite Isle ». Les rapports d'analyses 2023 et 2024 (transmis), prennent pour référentiel l'arrêté ministériel du 11/01/2007 sur la qualité des eaux brutes destinées à la consommation humaine au titre du Code de la santé publique. Ils laissent apparaître des dépassements des valeurs limites pour plusieurs paramètres considérés par ce texte (rapport</p>

<p>d'analyses transmis).</p> <p>L'exploitant n'a pas rendu compte des niveaux d'eaux relevés dans les puits comme prescrit par l'article 3.2.5 de son arrêté.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement mais des évaluations des risques poussières faites au titre du RGIE (règlement général des industries extractives) qui rendent compte de l'exposition des travailleurs, notamment aux poussières alvéolaires.</p> <p>L'exploitant a transmis les campagnes de mesures de bruits effectuées en 2023 et 2024 sur 4 stations de surveillance qui concluent à la conformité des émissions de la carrière.</p> <p>L'exploitant indique que la CLCS (Commission Locale de Concertation et de Suivi) ne s'est réunie qu'une fois en 2013 à la suite de la procédure d'autorisation et que depuis cette date, aucune demande ne lui était parvenue afin qu'elle se tienne. L'inspection a rappelé que la tenue de cette commission est prescrite par son arrêté d'autorisation et que, par conséquent, il lui appartient de la réunir d'autant qu'elle résulte d'une demande apparue au cours de la consultation publique de 2013 qu'il a acceptée.</p>
<p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ transmettre le suivi des eaux de process en sortie du bassin de décantation des années 2023 et 2024 ; ➤ informer les utilisateurs des puits des résultats d'analyses des eaux souterraines prélevées dans leurs ouvrages et d'assurer la traçabilité des transmissions de ces résultats ;! ➤ transmettre à l'inspection comme aux riverains les relevés des hauteurs d'eaux dans les puits ; ➤ transmettre les résultats de la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement par des méthodologies adaptées (jauges OWEN ou plaquettes) ; ➤ organiser une réunion de la CLCS.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'actions correctives</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, articles 2, 3, 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p><u>Prescription contrôlée</u> – Conditions de prise en charge des déchets inertes</p>
<p>Constats – L'exploitant a présenté les éléments de traçabilité mis en place, préalables à l'acceptation des déchets inertes utilisés pour le réaménagement à l'avancement de l'exploitation des fosses d'extractions. Ces dispositions sont appliquées depuis la dernière inspection conduite le 18/09/2020.</p> <p>L'exploitant a précisé que le mode de fonctionnement de sa carrière consiste à extraire des sables et graviers, principalement pour ses besoins de chantiers de travaux publics, et procède au remblaiement des fosses avec des terres rapatriées de ses chantiers, essentiellement des travaux réalisés à la SEDA (déjà évoquée), notamment pour la construction des casiers de stockage des déchets.</p> <p>Même si la part des apports des entreprises extérieures est limitée, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur l'importance des contrôles à réaliser quant à la provenance des déchets, susceptibles de polluer les sols en cas de défaillance de suivi de la traçabilité en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses
Prescription contrôlée – Gestion des matières dangereuses
Constats – La visite de l'espace entretien-maintenance et de la station de distribution de carburants laisse apparaître une gestion satisfaisante des fluides dangereux présents dans l'installation (huiles, carburants...) notamment avec des rétentions adaptées, la mise à l'abri de la cuve de carburant et la protection des dispositifs de distribution à leur poste de repos dans les rétentions des fluides qu'ils distribuent.
Type de suites proposées : Sans suite